

# VOIX DU MONDE RURAL

2012/04 N°108

## “Décroissance” dans la consommation alimentaire

## Sommaire

**Rédacteur en chef:**

George Dixon  
FERNANDEZ

**Secrétariat:**

FIMARC aisbl  
rue Jaumain 15  
5330 ASSESSE  
BELGIQUE

Tél/Fax: +32-83-656236  
www.fimarc.org  
fimarc@skynet.be

**Compte bancaire:**

ING 310-0756026-94  
IBAN  
BE87 3100 7560 2694  
BIC/SWIFT  
BBRUBEBB

**Mise en page:**

FIMARC aisbl

**Photos & Dessins:**

FIMARC aisbl  
sauf mention spéciale

**Abonnement:**

15,00 €/an

**Parution:**

32<sup>e</sup> année

**Impression:**

FIMARC aisbl

Editorial	3
“Décroissance” dans la consommation alimentaire	5
Nouvelles du Secrétariat	13

*En couverture : Marché de Malakoff (France), 2009*

Périodique publié en quatre langues par la FIMARC, qui  
donne un écho de la vie du monde rural et de l'action des  
Mouvements membres ou non de la Fédération

© FIMARC



Chers Lecteurs,

*Le dernier numéro de VMR de cette année 2012 vous propose une réflexion sur le thème de la consommation alimentaire. Le corps humain a en fait besoin de très peu de choses pour survivre. Les choses indispensables sont l'air, l'eau et la nourriture. Mais aujourd'hui notre consommation de nourriture contribue aux dégâts environnementaux de diverses façons. La production, la transformation, le transport et l'emballage de nourriture ont un coût conséquent pour l'environnement.*

*Dans le processus de globalisation, la nourriture voyage à grande vitesse d'un coin à l'autre de la planète et les entreprises étrangères interviennent y compris dans l'approvisionnement des marchés locaux. Des restaurants étrangers font leur apparition et provoquent des changements dans les habitudes alimentaires, non seulement dans les villes mais aussi dans le milieu rural. La quantité de nourriture qui est jetée aux poubelles est sans cesse en augmentation et cette quantité est scandaleusement élevée dans les pays industrialisés. Les prix alimentaires augmentent, et en pour les personnes en situation de pauvreté, elles sont obligées de dépenser jusqu'à 100 % de leurs revenus pour se nourrir. Cela provoque un réel problème qui les oblige à acheter des produits alimentaires fabriqués à moindre coût ou encore à se procurer des plats prêts à manger.*

---

*Ces dernières années la production de viande et sa consommation a considérablement augmenté, ce qui est une des raisons majeures de défrichement des forêts tropicales ayant pour conséquence le phénomène croissant également de désertification. La production de viande exige non seulement de la terre mais aussi de l'énergie et de l'eau. 16 kilos de blé et jusqu'à 2 500 litres d'eau sont nécessaires pour produire une livre de bœuf nourri au grain. La production de bétail consomme également de grandes quantités de combustibles fossiles - + /- 4 litres d'essence par kilo de viande bovine – avec pour conséquence la pollution des eaux. La production de porc et de poulet nécessitent aussi de grandes quantités d'eau, de grain et d'énergie aggravant tout autant la pollution atmosphérique. Les techniques de pisciculture intensive détruisent tout autant les terres humides et les mangroves.*

*Quelle est la réponse ? Alors que nous avons tous à manger, nous pouvons nous éduquer nous-mêmes et faire de meilleurs choix alimentaires pour réduire les conséquences néfastes de notre alimentation. Réduire notre consommation de viande et consommer plus localement et si possible en faisant le choix de produits biologiques est bon pour notre santé et pour la planète.*

*En cette situation de crise alimentaire, où 925 millions de personnes souffrent de malnutrition et 2 milliards souffrent de carences en protéines et de minéraux et où la faim tue 9 millions de personnes chaque année (selon la FAO), nous ne pouvons décemment continuer avec les tendances actuelles des habitudes alimentaires. La souveraineté alimentaire commence avec chacun d'entre nous !*

*Bonne lecture. Je vous souhaite un joyeux Noël et une très heureuse année 2013*

*George Dixon FERNANDEZ  
Secrétaire général*



---

## “Décroissance” dans la consommation alimentaire

*Dans l'édition de VMR 108 nous fournirons une analyse critique de la tendance actuelle dans la consommation de nourriture. En ce qui concerne les récents changements dans les habitudes alimentaires, ceux-ci sont étroitement liés aux développements économiques globaux surtout dans le secteur qui produit la nourriture. Partout dans le monde, on peut observer une tendance à la production plus industrialisée d'articles alimentaires et de repas tout préparés. Par les industries à grande échelle, le développement d'additifs chimiques est aussi en hausse. Les organismes génétiquement modifiés (OGM) sont promus et introduits de diverses façons dans la chaîne alimentaire. McDonald, Pizza Hut, Subway, Burger King, KFC etc . ont établi leurs réseaux dans diverses parties du monde et ont même remplacé sur les tables la nourriture culturellement adaptée aux populations locales. Dans beaucoup de cultures et de pays la viande n'est pas au menu des familles ni des invités. Il y a eu une hausse globale dans la production et la consommation de viande, de même que dans les problèmes qui y sont liés.*

*Si nous réduisons de 50% la consommation de viande en Occident d'ici à 2020, cela permettrait d'empêcher que 3,6 millions d'enfants souffrent de sous-alimentation dans les pays en voie de développement (source: Institut de Recherche sur les Politiques Alimentaires Internationales). Pourquoi ne produisons-nous pas et ne consommons-nous pas plus de nourriture locale aussi souvent que possible et pourquoi n'évitons-nous pas la surconsommation de viande? Cette édition du VMR cherchera des options dans ce sens.*



16% de la population mondiale est gravement sous-alimentée. Alors que les ressources disponibles suffisent pour produire de quoi alimenter l'ensemble de la population mondiale, près d'un milliard d'êtres humains souffrent de la faim, près d'un tiers des aliments produits dans le monde sont gaspillés, et une partie de plus en plus importante de l'humanité souffre d'obésité !

Mais quel est donc le problème, d'où viennent ces paradoxes ?

Si nous parlons de la production alimentaire, ce sont dans les pays où les gens ont le plus faim que l'on produit le moins de nourriture ! Ce paradoxe est le fruit de trois tendances politiques générales qui se sont mutuellement renforcées et ont eu des effets désastreux sur les populations agricoles.

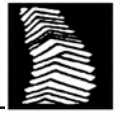
- Le désintérêt des politiques de développement pour l'agriculture a entraîné le désinvestissement progressif de l'Etat dans ce secteur, notamment sous l'emprise des politiques d'ajustements structurels imposées par le FMI et la Banque Mondiale.
- Les politiques de libéralisation concernant toutes les activités économiques ont mis en compétition des agricultures aux rendements complètement différents, en défaveur de l'agriculture paysanne, au Nord et au Sud.
- La promotion d'une agriculture industrielle comme seul modèle agricole possible a entraîné le recul de l'agriculture paysanne et familiale, pourvoyeuse d'emplois et garante d'une production locale de qualité.

## CAUSES

Les causes de la faim dans le monde sont multiples et interdépendantes. De façon pragmatique, elles peuvent être regroupées en deux types d'inaccessibilité à l'alimentation : l'inaccessibilité économique, quand la nourriture est disponible mais trop chère pour que la population puisse l'acheter et l'inaccessibilité physique ou géographique, quand la nourriture n'est simplement pas disponible (1) Ces deux types d'inaccessibilité trouvent leurs causes dans différents facteurs.

---

(1) Voir «En 2 mots» document produit par Entraide & Fraternité dans le cadre de sa campagne annuelle 2013



---

## Inaccessibilité économique

Dans le système de libre marché, les prix sont définis par l'offre et la demande. Quand les prix des denrées alimentaires flambent, les populations des pays les plus pauvres, qui dépensent près de 70 % de leur budget dans l'alimentation perdent l'accès à la nourriture.

La croissance démographique et la croissance des niveaux de vie dans les pays en développement font inéluctablement pression sur la "demande alimentaire". La croissance des niveaux de vie dans les pays émergents comme la Chine ou l'Inde, par exemple, permet à ceux qui la vivent d'abord de manger à leur faim puis de passer à un régime plus élaboré avec une consommation de viande accrue. En conséquence directe, l'élevage s'intensifie, activité qui est très grande consommatrice de céréales. Selon les sources, il faudrait jusqu'à 17 kg de céréales pour produire un kilogramme de viande de bœuf.

Deux facteurs supplémentaires participent à la pression sur la demande alimentaire: la demande en biocarburants et la spéculation sur le prix des denrées alimentaires. Avec l'augmentation des prix du pétrole et des énergies fossiles, la pression pour la production de biocarburant est de plus en plus grande, d'autant que la demande étant forte, la rentabilité est de plus en plus attractive pour les investisseurs, aux dépens des petits producteurs. L'évolution du prix du pétrole influence l'offre alimentaire. En effet, dans un système d'agriculture industrielle, cette augmentation entraîne celle des coûts de production à travers le coût des engrais et des pesticides. Enfin, dans un système mondialisé, elle a également un impact sur le coût du transport.

Pour se développer, cette production a besoin de matières premières végétales (canne à sucre, maïs, ...) et de larges parcelles de terre, qu'elle trouve également sur le marché alimentaire au détriment d'une production alimentaire humaine. C'est sans doute une des raisons, justifiant la flambée des prix connue en 2008, suite aux premières «émeutes de la faim».

Un dernier facteur doit sans doute être pris en considération lorsque la demande alimentaire est évoquée. Il s'agit du gaspillage. En effet, s'il n'entraîne pas une augmentation de la demande dans le temps, il vient néanmoins gonfler celle-ci et fait donc pression sur les prix. D'après le Programme des Nations Unies pour l'Environnement, la moitié de la production alimentaire mondiale n'est pas consommée. On considère dans les pays développés que le gaspillage atteint jusqu'à 30 %.

Enfin, un dernier paramètre à prendre en compte dans l'offre alimentaire est le fait de la concurrence déloyale que se livrent les différents Etats; les subventions, comme celles octroyées par exemple, dans le cadre de la Politique Agricole Commune permettent aux agriculteurs qui en profitent de pratiquer le dumping sur les

---

marchés extérieurs. D'autres moyens existent pour fausser la concurrence : quota, droits de douanes ou règles sanitaires...

## **Inaccessibilité physique**

L'inaccessibilité physique (ou géographique) à la nourriture est due en partie au phénomène d'urbanisation dans certains pays du Sud. La FAO note que les populations rurales souffrent globalement moins de la faim car elles ont encore accès à un terrain pour produire l'essentiel de leur alimentation. L'urbanisation grandissante est due à la pauvreté des campagnes mais elle est aussi parfois entraînée par les politiques d'expropriation ou d'expulsion menées par certains États dans le but de revendre les terres à de grands groupes industriels ou à des fonds spéculatifs au bénéfice de la l'agro industrie. L'inaccessibilité physique est également due au manque de rendement agricole et aux mauvaises infrastructures du Sud. Des capacités de stockage défaillantes entraînent une détérioration des récoltes. Les voies de transports insuffisantes rendent difficiles l'accès aux marchés.

## **Les conflits**

La guerre et les guerres civiles ont aussi un impact très fort sur la production alimentaire. Les conflits, nombreux surtout dans les pays du sud, entraînent souvent des déplacements de populations, empêchant des saisons de culture et de production régulières.

**Les problèmes climatiques** (sécheresses, inondations...) sont une des causes malheureusement de plus en plus fréquentes de destruction des cultures. On assiste un peu partout dans le monde de plus en plus souvent à ces phénomènes de dérèglement climatique, tant dans les pays du Sud que dans des pays développés.

*Questions pour les groupes et les mouvements :*

- *Quelle est la situation de la production alimentaire dans votre pays ?*
- *Pouvez-vous faire le constat de changement dans cette production au cours des vingt dernières années ?*





## **LE NOUVEAU FARDEAU DU MONDE EN DÉVELOPPEMENT: L'OBÉSITÉ**

Alors que dans nombreux pays, la faim et la malnutrition restent des problèmes cruciaux, dans d'autres pays développés ou en développement, un autre problème commence à prendre des proportions importantes.

Il est paradoxal de constater qu'à mesure que les pays en développement poursuivent leurs efforts de réduction de la faim, se heurtent au problème opposé de l'obésité. L'obésité comporte une incidence plus élevée de maladies chroniques, dont le diabète, les maladies cardio-vasculaires et le cancer. Et tandis que certains pauvres prennent de l'embonpoint, ils ne sont pas nécessairement mieux nourris car l'obésité masque souvent des carences de vitamines et de minéraux.

"Nous estimons que l'obésité est un gros problème qui doit être affronté sur le même plan que le problème de la sous-alimentation" explique Prakash Shetty, Chef du Service de planification, analyse et évaluation nutritionnelles de la FAO. Ne serait-ce qu'il y a quelques années, une telle déclaration aurait été exceptionnelle. Les experts hésitaient à attirer l'attention sur l'obésité lorsque tant d'êtres humains mouraient de faim - et sur un total de 815 millions de personnes sous-alimentées dans le monde, près de 780 millions se trouvent dans les pays en développement. Mais les données surprenantes publiées l'an dernier par le Worldwatch Institute ont remis en cause la sagesse traditionnelle: pour la première fois, les individus en surpoids dans le monde équivalaient en nombre aux personnes trop maigres. Et tristement, les nations en développement sont venues rejoindre les rangs des pays accablés par l'obésité.

Une étude des Nations Unies de 1999 a révélé que l'obésité existait dans toutes les régions en développement, et qu'elle augmentait rapidement, y compris dans des pays où la faim reste un réel problème.

---

En Chine, le nombre de personnes en surcharge pondérale est passé de -10% à 15 % en l'espace de 3 ans. Au Brésil et en Colombie, le chiffre tourne autour des 40%. Même en Afrique Sub saharienne, région où vivent la plupart des populations sous alimentées, on connaît un taux d'accroissement de l'obésité, particulièrement en région urbaine. Les courbes montrent que le taux d'obésité augmente en même proportion ou dans le même temps que les revenus économiques s'améliorent.

### **Trois problèmes, une solution: une bonne nutrition**

L'existence de l'obésité dans le monde en développement n'est guère une surprise. Le monde produit suffisamment de nourriture pour l'ensemble des habitants de la planète. Malheureusement la nourriture n'arrive pas toujours aux personnes qui en ont le plus besoin et le type de nourriture qui est produit aujourd'hui par les firmes de l'agro business n'est pas toujours adapté aux besoins réels des populations. En résultante, on connaît des problèmes de faim et de malnutrition dans certains endroits de la planète et ailleurs on se trouve face à un véritable problème de santé publique avec un nombre croissant de personnes obèses.

En outre, quasiment tous les êtres humains qui ont faim et nombre de ceux qui souffrent d'un excédent pondéral sont affaiblis par un troisième type de malnutrition: le manque de vitamines et de minéraux, à savoir la carence en oligo-éléments. Les gens mangent de plus en plus de nourriture bon marché qui remplit l'estomac mais ne répond pas aux normes de santé.

Les données sur l'obésité dans le monde en développement sont limitées, mais d'après les études préliminaires, certaines des mêmes carences en nutriments qui affligent les personnes sous-alimentées concernent également les personnes trop grosses. Deux des plus communes sont l'anémie due à la carence en fer et la carence en vitamine A, qui continuent à causer la cécité à grande échelle chez les enfants de moins de cinq ans.

*Questions pour les groupes et les mouvements :*

- *Quel est l'état de santé nutritionnelle de votre village, de votre région, de votre pays ?*
- *Existe-t-il une politique de santé mettant en garde contre les excès de nourriture disponible auprès des chaînes de grande distribution (Mac Donald, Poulet Kentucky ...)*



## FACE À CELA QUE POUVONS NOUS FAIRE ?

Face à ce constat de l'injuste répartition de la nourriture dans le monde, de l'augmentation des problèmes d'obésité (et des problèmes qu'elle entraîne) que pouvons-nous faire à un niveau individuel et collectif ?

Au cours des derniers numéros de VMR, nous avons souvent évoqué la nécessité de revaloriser les marchés locaux. De plus en plus d'organisations de paysans, de producteurs s'organisent avec les consommateurs pour tenter de réduire les marges bénéficiaires des intermédiaires et se garantir, sans qu'il soit besoin de labels, une nourriture fraîche et de qualité.

Un exemple de ces circuits courts est le GAC : Groupe d'Achat en Commun, composé de plusieurs voisins d'un même quartier qui se mettent ensemble pour acheter des produits alimentaires auprès des producteurs locaux de leur région. Une fois par semaine, ils se réunissent pour rassembler et distribuer les produits. Souvent, ces produits sont issus de l'agriculture biologique et toujours fabriqués par des petits producteurs locaux qui ne peuvent pas écouler leurs produits dans la grande distribution. Dans la même idée de proximité et de création de lien social, il est sans doute aussi nécessaire de promouvoir les magasins de proximité.

A promouvoir également l'agriculture paysanne familiale qui pratique la polyculture plutôt que la monoculture, en utilisant des semences traditionnelles et qui a recours à des matières organiques, au compostage pour fertiliser les sols, et ainsi produire une alimentation saine et de qualité.

En plus de ce commerce de proximité, il nous faut aussi sans doute valoriser le commerce équitable. Notre terre est riche et fertile mais ne permet à tous de produire tous les produits dans toutes les régions du monde. S'il est besoin de consommer de ces produits, il faut sans doute tant que possible tenter de les trouver via les filières de commerce équitable, qui garantissent un prix juste aux producteurs et leur permettent de faire entendre leur voix.

---

## Une réflexion en profondeur

Outre les quelques pistes que nous citons ci-dessus, il existe tout un courant de pensée qui vise à changer fondamentalement sa manière de consommer, de vivre, de penser les relations aux autres. Lors de notre dernière Rencontre Mondiale au Paraguay, nous avons opté pour le slogan « Moins c'est Plus ». Pour certains, il s'agira de décroissance. Les orthodoxes de ce mouvement rejettent l'objectif, en tant que tel, du maintien d'un taux de croissance économique positif ; certains prônent même une réduction contrôlée de l'activité économique, ce qui correspond à un taux négatif. Le terme est parfois complété par des adjectifs tels que « décroissance soutenable » ou « décroissance conviviale ». Une autre appellation, plus récente, est « objection de croissance ».

Il n'importe pas tant de concepts mais d'une manière de vivre, de se déplacer, de se nourrir, de se loger de manière différente. C'est ainsi qu'est né en Grande Bretagne en 2006, le mouvement de Transition. La Transition est le passage « de la dépendance au pétrole à la résilience locale ». Les populations locales sont invitées à créer un avenir meilleur et moins vulnérable devant les crises écologiques, énergétiques et économiques qui menacent en agissant dès maintenant pour :

- -réduire la consommation d'énergie fossile ;
- -reconstruire une économie locale vigoureuse et soutenable et retrouver un bon degré de résilience par la relocalisation de ce qui peut l'être ;
- -acquérir les qualifications qui deviendront nécessaires.

D'autres encore parleront de sobriété heureuse ou de simplicité volontaire. Ce courant vise à réduire volontairement sa consommation, ainsi que les impacts de cette dernière, en vue de mener une vie davantage centrée sur des valeurs "essentielles". engagement personnel et/ou associatif découle de multiples motivations qui vont habituellement accorder la priorité aux valeurs familiales, communautaires et/ou écologiques.

La FIMARC ne se revendique d'aucun de ces courants en particulier mais encourage tout ce qui va dans le sens d'une réduction de la consommation, pour une consommation raisonnée qui permet à tous de vivre bien, de rencontrer ses besoins alimentaires pour une bonne santé et pour permettre aux producteurs de vivre décemment.

Il est nécessaire de prendre du temps et du recul pour réfléchir aux valeurs que nous souhaitons défendre, comme le partage, le respect et la qualité. Il est nécessaire de nous interroger non seulement sur nos droits, mais surtout sur nos devoirs et nos responsabilités. Nous disposons d'un réel pouvoir économique qui peut se transformer en un pouvoir de pression. La décision d'achat ou de non-achat peut donc devenir un acte politique qui contribuerait à changer le système. Consommer autrement, c'est revendiquer sa volonté de voir évoluer les législations, c'est dire oui à une approche éthique de l'acte d'achat, aux alternatives économiques et à une autre gestion de son temps.

Le Bureau de la FIMARC vous souhaite une bonne année

*The Bureau of the FIMARC wishes you a happy new year*

El Buro de la FIMARC le desea un feliz año nuevo

*O « Bureau » da FIMARC deseja-lhe um muito bom ano*



2



11

3

---

# Nouvelles du Secrétariat

## **Le Comité sur la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA) a tenu sa 39ème session du 15 au 20 Octobre 2012 au siège de la FAO à Rome.**

La Session a été ouverte par le Président du Comité, M. Yaya Olaniran (Nigeria). Les allocutions d'ouverture ont été prononcées par M. Ban Ki-moon, Secrétaire général des Nations Unies, M. José Graziano da Silva, Directeur général de la FAO, M. Kanayo Nwanze, président du FIDA, Mme Ertharin Cousin, directeur exécutif du PAM, M. M.S. Swaminathan, président du Comité directeur du groupe d'Experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE). Deux tables rondes politiques ont ensuite été organisées: la première portant sur «la protection sociale pour la sécurité alimentaire» et la deuxième sur «la sécurité alimentaire et la nutrition en lien avec les changements climatiques». Le CSA a adopté la première version du cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition (GSF) et a également approuvé le cadre de référence pour le processus au sein de CSA visant à élaborer des principes pour l'investissement responsable agricole. La FIMARC s'impliquera activement dans le processus de consultation à venir afin de porter la voix des populations rurales et des agriculteurs marginalisés qui sont affectés par ces tendances d'investissement dans le monde entier. Jean Paul Perrin, membre du Comité exécutif de la FIMARC de France a participé à la 39 CFS ainsi que George Dixon Fernandez, Secrétaire général de la FIMARC et membre du Conseil consultatif du Comité sur la sécurité alimentaire mondiale.

## **Programme de formation de Caritas Asie sur l'Agriculture durable à Chiang Mai, Thaïlande – Nicholas Chinnappan**

Caritas Asie a organisé un programme de formation afin de partager les meilleures pratiques d'agriculture durable, les initiatives de ses partenaires en Asie comme moyen d'apprendre des uns et des autres à partir des expériences et de renforcer et d'étendre les initiatives comme une stratégie pour régler les problèmes de la pauvreté et de la faim afin d'assurer la souveraineté alimentaire dans la région. Ce programme de formation a été organisé à Chiang Mai en Thaïlande du 10 au 13 octobre 2012. J'y ai participé en tant que représentant de la FIMARC pour partager mes expériences, la FIMARC travaillant depuis longtemps parmi les communautés rurales sur la question de la souveraineté alimentaire.

La souveraineté alimentaire a deux aspects. Le premier est l'accès des communautés aux terres et autres ressources naturelles comme les forêts, les côtes et les rivières. Le deuxième aspect est le contrôle des communautés sur ces ressources afin de les utiliser au profit de l'humanité. Si vous allez en profondeur dans cette ligne de pensée, vous trouverez que traditionnellement les êtres humains et les ressources naturelles étaient organiquement liés les uns aux autres. Les êtres humains et la nature s'arrangeaient entre eux pour tous leurs besoins. C'est ce lien organique qui gardait l'autre en sécurité. Les êtres humains n'ont jamais tenté d'exploiter plus la Nature car ils estimaient qu'elle est partie intégrante de l'être humain. Depuis le développement du système capitaliste qui a pour unique objectif de faire des profits, le lien organique qui existe entre la Nature et les êtres humains a commencé à

---

s'éroder. Comme déjà mentionné, le système capitaliste, afin de réaliser des bénéfices pour(quelques) personnes a commencé à exploiter de plus en plus les ressources naturelles et les ressources humaines en détruisant totalement le lien organique qui existait dans le passé. La mondialisation économique libérale est la pire forme du système capitaliste, celle qui a le moins de respect pour la nature et les êtres humains. Ainsi, les ressources naturelles comme la terre, l'eau, les forêts, les montagnes et les côtes littorales deviennent propriétés privées des capitalistes qui, par le biais de leurs politiques agricoles, leurs politiques de l'eau, les politiques forestières et les politiques industrielles, contrôlent toutes ces ressources. Ce qui fait déplacer les communautés de leurs demeures traditionnelles, qui, pendant des siècles, avaient vécu et chérissaient ces demeures. Les fermiers sont expulsés de leurs terres, les communautés autochtones sont expulsées de la forêt et les pêcheurs sont expulsés des côtes pour faciliter des sociétés agricoles, des activités de pêche sous contrôle de grands capitaux. Ainsi, dans la plupart des pays, les communautés marginalisées sont devenues des réfugiés dans leur propre pays. La question du changement climatique a fait irruption sans commune mesure conduisant à de fréquentes catastrophes naturelles dans le monde et nous ne savons pas ce qui se passera demain.

Dans cette situation les pratiques agricoles durables qui visent à régler le problème de la faim et de la pauvreté et à restaurer les semences traditionnelles, la biodiversité des sols et aborder la question du changement climatique sont les besoins actuels. Nous devons garder à l'esprit que nous ne devrions pas nous limiter uniquement à la diffusion de ces pratiques. Nous devons éduquer et mobiliser nos communautés pour reconstruire le lien organique entre la nature et les êtres humains. C'est un travail politique. C'est pourquoi nous devons rechercher des alliés politiques qui conduiraient nos collectivités à une lutte soutenue afin d'établir une société fondée sur la justice, l'égalité et la paix.

C'est dans cette direction que nous qui sommes organisés dans les mouvements de la FI-MARC travaillons dans nos pays respectifs. En organisant les communautés marginalisées en mouvements de lutte pour des réformes agraires progressives, pour des politiques en matière de pêche et de gestion des forêts de dans les pays de l'organisation, nous travaillons également sur des modèles économiques alternatifs tels que l'agriculture durable, les liens entre agriculteurs et consommateurs, la gestion communautaire des forêts, l'agriculture coopérative et les initiatives de pêche qui tentent d'assurer aux collectivités une réponse à leurs besoins essentiels et d'apporter une réponse à la question du changement climatique.

En dehors de mon partage, j'ai également trouvé que le partage des expériences des participants sur les pratiques agricoles durables a été extrêmement enrichissant. Les visites sur le terrain dans certaines zones où les jeunes agriculteurs sont impliqués dans l'agriculture biologique et commercialisent leurs produits directement aux consommateurs ont été encourageants. J'ai surtout apprécié la visite à l'Université de Mai jo de Chiang Mai qui est totalement impliquée dans la promotion de l'agriculture biologique. Cette visite a enrichi ma conviction que les communautés et les peuples du monde ont commencé à travailler à la société que nous voulons tous. C'est la société fondée sur la justice, l'égalité et la paix.



*Participants au programme de formation de Caritas Asie  
sur l'Agriculture durable à Chiang Mai, Thaïlande*



**PUBLIE PAR**

Fédération internationale des Mouvements d'Adultes Ruraux Catholiques  
Federación internacional de los Movimientos de Adultos Rurales Católicos  
Federação Internacional dos Movimentos de Adultos Rurais Católicos  
International Federation of Rural Adult Catholic Movements

**Editeur responsable**

George Dixon FERNANDEZ, rue Jaumain 15 - 5330 ASSESSE (BELGIQUE)

---